

Consultation Interne FEMISE 2016/17

Deuxième tour

Thème : Gérer la transition dans les pays Méditerranéens du Sud

1. Introduction

Les membres du réseau FEMISE qui ont participé en tant qu’Affiliés FEMISE à l’Appel d’Offre de la Commission européenne¹ sont invités à soumettre leurs propositions de recherche sous le thème : **Gérer la transition dans les pays Méditerranéens du Sud**. Les soumissions devront nous parvenir avant la date limite **du 14 Juin 2016**.

D’une façon générale, nous souhaiterions pouvoir suivre, dans le temps, une réelle évolution dans le contenu des travaux qui seront réalisés, au sens où les nouvelles études viendront, soit répondre à de nouvelles questions, soit approfondir, compléter, enrichir des questions déjà traitées. Dans ce dernier cas, nous insisterons sur la nécessité de positionner les propositions de recherche par rapport aux travaux Femise déjà réalisés. Les propositions retenues seront celles qui apporteront une réelle valeur ajoutée, en utilisant une méthodologie rigoureuse et permettant de proposer des recommandations politiques aux pays en transition **dans le court terme**.

Ce deuxième tour de la concurrence interne fait partie de trois tours complémentaires:

- I. Le premier, a été lancé l’année dernière et ont été sélectionnées des propositions axées sur la modernisation dans les pays du Sud dans le long terme. Une liste des propositions acceptées dans le cadre de ce tour est disponible à la fin de cet appel pour éviter des répétitions.
- II. Le second, qui est le tour actuel, concerne la navigation à travers la transition de court terme.
- III. Le troisième et dernier tour, qui sera lancé l’année prochaine, sera consacré au rôle de l’UE pour faciliter à la fois la transition et la modernisation dans les pays Méditerranéens du Sud.

Ces trois tours de consultation interne viennent à un moment où les pays du Sud sont confrontés à des défis de transition, en plus des problèmes structurels dont ils ont hérité. A leur incapacité à atteindre par le passé une croissance économique inclusive s’ajoutent la hausse des déficits budgétaires et de la dette publique, l’aggravation de la balance des paiements et des réserves internationales, ainsi que les problèmes de chômage et d’inflation. L’incertitude politique a privé ces pays d’entrées de capitaux et touristiques et a provoqué une faible croissance économique et une hausse du chômage, nécessitant le recours à des politiques redistributives. Tous ces défis rendent la transition d’autant plus difficile. Le besoin de recommandations politiques pertinentes et rigoureusement justifiées n’a jamais été aussi important. D’où l’intérêt de cet appel à propositions.

¹ Le titre du Contrat est « Support to dialogues, political and economic research and studies of the Euro-Mediterranean Partnership » lancé en Mars 2015.

2. Les questions de recherche proposées

Sous ce thème général, nous avons identifié un certain nombre de points de focus de recherche jugés prioritaires. Les chercheurs sont invités à aborder un ou plusieurs de ces sous-thèmes, mais sont libres de proposer des questions complémentaires à celles proposées à condition qu'elles correspondent au thème de la gestion de la transition à **court terme**.

Les points de focus proposés sont les suivants.

1. **La gestion macroéconomique** : Comment maîtriser les déséquilibres macro (déficit budgétaire, inflation, faibles réserves de change) dans une période de faible croissance économique, de chômage élevé, d'inflation et d'une demande sociale croissante pour plus d'inclusivité ? Cette question est, entre autres, liée aux débats sur les programmes d'austérité du type FMI versus théorie néo-keynésienne. Elle fait partie d'un débat en cours dans différents pays allant de la Grèce à l'Égypte. Les chercheurs sont encouragés à évaluer les expériences des deux types de politiques en vue d'en tirer des leçons pour l'avenir.
2. **La croissance économique et l'emploi** : Certes, les questions de la croissance économique et de l'emploi impliquent des réformes de moyen terme pour impulser une transformation structurelle, des investissements en infrastructures, pour attirer les IDE et améliorer le capital humain et l'innovation. Néanmoins, ces réformes pourront être lancées plus immédiatement et les questions deviennent alors : les pays en transition se sont-ils lancés dans des réformes susceptibles d'apporter une amélioration de la productivité, une croissance économique durable et des possibilités d'emploi enrichissantes ? Ont-ils adopté une politique industrielle plus rationnelle qui soit compatible avec leurs avantages comparatifs potentiels ? Ont-ils adopté des réformes de l'éducation susceptibles d'améliorer le matching entre l'offre et la demande d'emplois ?
3. **Distribution et bien-être des populations**. Quelle que soit la transition opérée par les gouvernements, ces derniers ne peuvent pas se permettre d'échouer sur les questions de distribution et de réduction de la pauvreté. De nombreux analystes affirment que la croissance exclusive, le capitalisme de copinage et la corruption ont été parmi les principales raisons des soulèvements. Les questions centrales sont ici les suivantes : les gouvernements du sud ont-ils entrepris des réformes efficaces pour réduire les inégalités et la pauvreté, ainsi que pour réduire les disparités régionales ? Ont-ils adopté des mesures plus efficaces pour mettre en place ou améliorer les filets de sécurité sociale ? Quelles initiatives pourrait-on envisager pour améliorer les services de santé et d'éducation afin d'accroître les opportunités d'accès aux populations les plus défavorisées ? Peut-on envisager un système de redistribution plus efficace pour à la fois répondre à une demande sociale croissante et des situations d'urgence, sans tomber à terme dans un système d'assistanat généralisé, mais en privilégiant le principe d'équité ?
4. **Démocratisation** : Le droit à la liberté a été clamé dans les rues pendant les soulèvements Arabes. Compte tenu de l'importance d'avoir des institutions politiques inclusives (au sens d'Acemoglu et Robinson) pour assurer un développement économique de moyen-long terme, les chercheurs pourraient évaluer la transition politique actuelle dans les différents pays et la comparer à d'autres expériences de transition. D'autres questions liées à la lutte contre la

corruption, le comportement rentier et plus largement la relation entre l'Etat et l'élite des affaires pourront être explorées.

5. **La crise des réfugiés et son impact** : Il apparaît clairement que cette crise est enracinée dans les conflits régionaux. La meilleure façon de la traiter est d'en aborder les principales causes. Par ailleurs, les chercheurs pourront également travailler sur les questions qui suivent : peut-on mesurer les conséquences économiques et sociales de l'afflux des réfugiés syriens sur les pays limitrophes (en particulier, Liban et Jordanie) afin d'évaluer leurs besoins en matière d'aide et de soutien international ? Comment la mobilisation de la communauté internationale, et notamment de l'Europe, peut-elle contribuer à limiter le risque d'une instabilité croissante de la région du fait de l'ampleur du flux des réfugiés ?
6. **Le rôle du Partenariat Euro-Med sur le processus de transition** : En quoi la politique de voisinage (et sa version révisée) peut-elle contribuer à aider les pays méditerranéens durant la période de transition économique, politique et sociale ? Faut-il à court terme que les pays méditerranéens poursuivent le processus d'ouverture à travers l'Accord de Libre Echange Complet et Approfondi (ALECA) ou en s'appuyant sur une alternative de l'ALECA ? Où en est-on en matière de facilitations des échanges (règles d'origine et de cumul, procédures douanières, couverture des risques pour les entreprises, etc.) ?
7. **Le suivi du processus de transition** : Quel ensemble d'indicateurs pourraient le mieux rendre compte de la situation des pays méditerranéens et permettre de suivre les évolutions en matière à la fois économique, sociale et politique ?

Rappel : Propositions ayant obtenu un financement dans le cadre de la première consultation interne 2015-2019

FEM41-01, **Inequality, Intergenerational Mobility of Women Educational Attainment and Inclusive Policies in the Arab Countries**, IEAPS, Al Akhawayn University, Morocco in collaboration with The Bucharest Academy of Economic Studies, Romania.

FEM41-04, **Winners and Losers in the Tourism Industry along the transition process: Evidence from South and North MED countries**, October University for Modern Sciences and Arts (MSA), Egypt in collaboration with the Institute of International Economics (IEI-UV), University of Valencia, Spain

FEM41-07, **FDI in MENA: Impact of political and trade liberalisation process**, University of Granada, Spain in collaboration with Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis (Université de Tunis).

FEM41-08, **Corporate performance in the South Mediterranean region: Explaining the role of Business constraints, institutions and culture**, Institute of International Economics, University Jaume I, Spain in collaboration with the American University Cairo.

FEM41-09, **Spatial proximity and firm performances: how can location-based economies and policies help the transition process in the Mediterranean region? Empirical evidence from Turkey, Tunisia and Italy**. CELPE (Department of

Economics and Statistics- University of Salerno, Salerno), Italy in collaboration with the Middle East Technical University (METU), Faculty of Economics & Administrative Sciences, Department of Economics, Ankara, Turkey and Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis (Université de Tunis).

FEM41-12, **The determinants of export performance of firms in MENA countries. Comparison to CEE countries and Turkey**, University of Warsaw, Faculty of Economic Sciences, Poland in collaboration with the Hebrew University, Leonard Davis Institute of International Relations, Israel.

FEM41-13, **The role of vicinity linkages in the EU-Med region for trade growth : Focus on Migration, level of education, and social intégration**, Institute of International Economics (IEI-UV), University of Valencia, Spain in collaboration with the American University of Cairo, Egypt.